

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

N° 501 du 6 au 29.12.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Cette semaine marque le 1er anniversaire du lancement par Israël de son attaque contre la Bande de Gaza.

L'Égypte installe une barrière souterraine contre les tunnels avec Gaza.

L'occupation décide d'installer un mur sur les frontières entre l'Égypte et les territoires 1948.

El Zaouahiri qualifie les égyptiens de « sionistes arabes ».

L'occident doit reconnaître les droits de notre peuple.

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama: 3 milliards \$ d'aide à "Israël" pour 2010.

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

Pièce jointe

1 G.Houballah : Sayed Nasrallah: Nous sommes opposés à tout

2 Silvia Cattori - Plaidoyer pour la liberté d'expression et d'action.

Tiré a part

Cette semaine marque le 1er anniversaire du lancement par Israël de son attaque contre la Bande de Gaza.

Une année depuis que les obus au phosphore, les DIME et autres armes de mort et de destruction ont été lâchés sur une population civile sans défense.

Une année depuis que les populations du monde ont demandé qu'Israël mette fin à son attaque sur Gaza. Pendant cette guerre israélienne d'agression sur la Bande de Gaza occupée, beaucoup de nos civils ont été massacrés par les bombardements aveugles d'Israël, condamnés par des experts des Nations Unies et les principales organisations de droits de l'homme comme crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Cette attaque a tué plus de 1.440 palestiniens, dont une majorité de civils, dont 431 enfants. 5.380 autres palestiniens ont été blessés.

Nous, les 1,5 million de Palestiniens de la Bande de Gaza assiégée, dont la majorité sont des réfugiés violemment expulsés de leurs maisons par les forces sionistes en 1948, avons été soumis à trois semaines de terrorisme d'Etat israélien continu, pendant lesquelles les avions de guerre israéliens ont systématiquement visé les zones civiles, réduit des quartiers entiers et l'infrastructure civile vitale à des masses de gravats, et partiellement détruit de nombreuses écoles, dont plusieurs étaient gérées par les Nations Unies, où les civils s'étaient réfugiés. Ceci est survenu après 18 mois de siège israélien continu, paralysant, mortellement hermétique sur Gaza, forme grave de punition collective décrite par John Dugard, rapporteur spécial des Nations Unies pour les Droits de l'homme, comme « un prélude au génocide ».

La guerre contre Gaza avait été préconisée et prônée par les généraux et les hommes politiques israéliens. Matan Vilnai, ancien vice-ministre de la défense d'Israël, a dit à la Radio militaire pendant l'opération « Hiver chaud » (29 février 2008) :

« Ils vont s'attirer une shoah plus grande parce que nous utiliserons toute notre puissance pour nous défendre. » Dans les jours qui ont suivi cette déclaration, 107 palestiniens, dont 28 enfants, ont été tués. La communauté internationale n'a pas réagi. Cette inaction, suivie par des déclarations européennes sur l'intention de rehausser les accords commerciaux avec Israël, a servi de feu vert aux atrocités qui ont été commises en janvier 2009. Mais l'attaque contre Gaza n'est pas encore terminée : nous, les Palestiniens de Gaza, vivons toujours avec nos blessures physiques, mentales et affectives. Nos corps ne peuvent guérir parce que les médicaments dont nous avons besoin ne sont pas autorisés à entrer dans la Bande de Gaza. Nos maisons ne peuvent être reconstruites et les décombres d'acier et de béton ne peuvent être dégagés parce que les camions et les bulldozers qui pourraient les déblayer ne sont pas autorisés à entrer dans la Bande de Gaza.

Jamais auparavant une population ne s'est vue refuser les besoins vitaux de sa survie comme politique délibérée de colonisation, d'occupation et d'apartheid, mais c'est cela qu'Israël nous fait, à nous la population de Gaza, aujourd'hui : 1,5 million de personnes vivent sans un approvisionnement sûr en eau, en nourriture, en électricité et en médicaments, et la moitié d'entre elles sont des enfants de moins de 15 ans.

C'est un génocide lent sans équivalent dans l'histoire humaine.

Au début du mois, Ronnie Kasrils, ancien Ministre sud-africain du Renseignement et membre de l'ANC, a dit au Royaume-Uni que ce qu'Israël fait aux Palestiniens est bien pire que ce qui a été fait aux Africains du Sud sous apartheid. Et l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter a dit, lors de sa visite à Gaza, que le peuple palestinien piégé à Gaza était traité « comme des animaux ».

La population de Gaza a besoin de votre soutien pour mettre fin au blocus. Plus de 1.400 activistes internationaux, venant de plus de 42 pays, seront à Gaza le 31 décembre. Ils marcheront avec nous pour exiger qu'Israël lève son blocus sur la Bande de Gaza, immédiatement et définitivement. Nous vous demandons d'exprimer votre solidarité avec Gaza le même jour : où que vous soyez, organisez des protestations, des marches et des pétitions dans votre pays.

Il y a 1,5 million de gens à Gaza : nous voulons voir 1,5 millions de gens, dans le monde entier, nous soutenir alors que nous porterons nos demandes à l'Etat israélien.

Nous avons besoin de vous pour montrer à Israël que nous avons une humanité commune, que vous observez ce qu'il fait et que vous ne le tolérerez pas parce que le silence est complicité.

Nous avons besoin de vous pour montrer à Israël, le 31 décembre 2009, qu'il n'y a pas de place dans le monde pour ses pratiques bellicistes et sa barbarie et que les populations du monde les refusent.

Nous avons besoin que vous nous montriez à nous, la population de Gaza, que vous n'avez pas oublié l'horreur à laquelle nous sommes confrontés chaque jour, et que vous êtes avec nous dans notre combat contre la machine israélienne de mort et d'apartheid.

Gaza

20 décembre 2009

Appel signé par :

- le secteur universitaire
- le comité national pour le boycott
- le PNGO (secteur de la société civile)
- le secteur du travail

- le secteur des femmes
- le secteur des étudiants
- le secteur de la jeunesse

Haidar Eid est professeur associé de littérature anglaise à l'Université Al-Aqsa, à Gaza, en Palestine occupée. Il est un membre fondateur de l'ODSG (One Democratic State Group – Groupe pour un Etat Démocratique) et il est membre de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel – PACBI).

> <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=13154&type=communiqu&lesujet=Blocus>.

> Voir aussi :

> Interview du Professeur Haidar Eid, partisan de la solution de l'État unique en Palestine et organisateur de la campagne BDS - Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël

> <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=13053&type=analyse&lesujet=Interviews>

Palestine - 30-11

L'Égypte installe une barrière souterraine contre les tunnels avec Gaza.

Nb Ndir : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Extrait

L'Égypte est en train d'installer une barrière métallique souterraine à sa frontière avec la bande de Gaza, ont indiqué hier des habitants et des responsables égyptiens.

Des plaques sont enfouies jusqu'à 20 ou 30 mètres sous terre, a indiqué à l'AFP un habitant de Sarsawiya, une localité égyptienne au sud de la ville-frontière de Rafah, confirmant des informations en ce sens du quotidien israélien Haaretz.

Un autre témoin a déclaré avoir vu des plaques de métal insérées dans le sol à Dihniya, un peu plus au sud. Les informations selon lesquelles les autorités égyptiennes ont entamé ces travaux sont « très largement exactes », a déclaré un officiel en poste dans le secteur, sous le couvert de l'anonymat en raison d'une interdiction de parler aux médias.

Les travaux n'en sont qu'à leurs débuts, et pourraient être adaptés en fonction du terrain au fur et à mesure de leur progression. La barrière de métal sera également complétée par d'autres dispositifs de détection et d'alerte, dont certains sont déjà en place.

Le quotidien Haaretz avait indiqué mercredi, citant des sources égyptiennes, que cette barrière en acier serait déployée sur 10 km de long, et pourrait aller jusqu'à 30 mètres sous terre. « Elle sera impossible à découper ou à faire fondre

Des passeurs opérant dans les tunnels, interrogés par l'AFP, ont d'ailleurs affirmé que cette barrière ne les empêcherait pas de continuer d'aller en Egypte. « Creuser des tunnels continuera à ne pas poser de problème, nous irons simplement plus profond que les plaques », a assuré l'un d'eux.

Les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères égyptiens, interrogés, n'ont fait aucun commentaire officiel sur ces informations.

Des habitants et des témoins avaient déjà fait état ces derniers jours d'une intense activité autour de chantiers près de la frontière, avec notamment la pose de longs tubes verticaux dans le sol. De nombreux tunnels traversent la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza, peuplée d'environ 1,5 million de personnes, pour faire passer des marchandises de toutes sortes.

La bande de Gaza est bouclée par Israël depuis juin 2007,

Officiellement solidaire de la cause palestinienne, l'Égypte est dans le même temps inquiète face à l'emprise du Hamas à Gaza.(...)

Le Caire est aussi sous forte pression israélienne et américaine pour mieux verrouiller sa frontière longue de 14 km avec l'enclave.

Les autorités égyptiennes n'autorisent que sporadiquement les habitants de Gaza à passer par Rafah, et annoncent régulièrement des destructions de tunnels.

En janvier dernier, l'Égypte avait commencé d'installer des caméras de surveillance et d'alerte le long de cette frontière, dans le cadre d'un dispositif technologique de pointe, déployé avec l'aide des États-Unis notamment.

12/12

<http://www.lorientlejour.com/category/International/>

L'occupation décide d'installer un mur sur les frontières entre l'Égypte et les territoires 1948.

Des sources de la presse hébreu ont dit que le gouvernement sioniste a décidé d'installer un mur sur les frontières entre l'Égypte et les territoires Palestiniens occupés en 1948, sous prétexte qu'il tente de trouver des solutions pour l'infiltration des milliers d'émigrants africains vers l'entité sioniste.

Le journal hébreu, Maariv a dit dans son numéro, d'aujourd'hui mardi 8/12, que le gouvernement étudie les types de murs et leurs coûts.

L'idée de la construction du mur est venue durant la période du gouvernement d'Ehud Olmert, mais elle n'a pas été exécutée à cause des coûts très chers de la construction de ce mur.

El Zaouahiri qualifie les égyptiens de « sionistes arabes ».

Le n°2 d'Al-Qaida, d'origine égyptienne, Aymen Al Zaouahiri, a mené une attaque particulièrement virulente contre le régime égyptien déclarant : « nous avons continuellement entendu les égyptiens parler de fraternité et des efforts qu'ils faisaient en ce sens ; mais ce sont des sionistes des arabes, amis des sionistes israéliens et américains ».

El Zaouahiri a, en effet, déclaré dans un enregistrement audio qui circule sur internet, que ces derniers « ont encerclé Ghaza et sont complices des attaques menées contre cette région, et ils continuent à lui imposer un blocus et à détruire ses passages souterrains ; ils torturent les palestiniens pour leur soutirer des informations sur leurs chefs pour que les israéliens puissent les tuer, nous prions dieu de nous aider à nous terrasser contre tous ceux qui ont participé à la torture de musulmans ».

Celui-ci n'a dit faire aucune distinction entre les égyptiens et les israéliens dans leur manière de traiter les palestiniens et leurs exactions, accusant, dans son enregistrement de 25 minutes, ceux qu'il qualifie de « sionistes arabes » d'exécuter les ordres d'Obama, qui ont révélé aux musulmans et aux palestiniens du monde entier son véritable plan de soutien à Israël, sous couvert de sourires et d'appels au respect, à la compréhension et à l'entraide, a-t-il déclaré.

Se demandant : « que nous a apporté Obama jusqu'à présent si ce n'est encore plus de pressions, et de blocus », qualifiant les autorités égyptiennes et le gouvernement palestinien présidé par Mahmoud Abbas, de « Sionistes arabes » complices d'Israël et des Etats-Unis, déclarant « la politique d'Obama n'est qu'une nouvelle étape de la campagne des croisés et des sionistes pour nous asservir, nous humiliés, s'approprier nos terres, voler nos richesses, et combattre notre religion ».

Il a, par ailleurs, évoqué les dirigeants arabes, et à leurs tête Moubarak, qui, selon lui, sont complices d'Israël, déclarant « cette catégorie, de la veine de Hosni Moubarak, est la pire image des sionistes arabes »

Interpellant enfin les résistants de la bande de Ghaza, déclarant : « pourquoi persisté à parler d'unité nationale avec des personnes qui rejettent et pourchassent les résistants ghazaouis-en référence à l'autorité palestinienne-, et qui n'accepte qu'un gouvernement qui exécute les décisions internationales ?

L'union sacrée ne peut se réaliser que par le biais de la jonction entre la foi et le djihad »...

19/12/2009

El Khabar/Algérie

http://www.alterinfo.net/notes/El-Zaouahiri-qualifie-les-egyptiens-de-sionistes-arabes_b1772595.html?&start=10

L'occident doit reconnaître les droits de notre peuple.

Le Hamas a renouvelé son attachement aux droits et principes nationaux dont la lutte et la résistance comme un choix stratégique pour faire face à l'occupation, jusqu'à la libération de toute la Palestine et la création d'un état palestinien indépendant dont la ville d'al-Qods sera sa capitale.

Durant la 22ème commémoration de sa création, le mouvement a dit qu'il reste fidèle à al-Qods, à la mosquée sainte d'al-Aqsa et à tous les lieux saints islamiques et chrétiens et que ses cadres et leaders vont protéger ces lieux saints par tous les moyens possibles, tout en saluant les habitants d'al-Qods et des territoires occupés en 1948 qui ont défendu la mosquée sainte devant les agressions de l'occupation et les colons sionistes.

Il a affirmé également que l'affaire des captifs vient en tête de ses priorités et qu'il va travailler pour les libérer. Le mouvement du Hamas a déclaré qu'il veut arriver à un consensus national, mais sur la base de l'attachement aux droits et principes nationaux, loin des interventions étrangères, en soulignant que le dialogue est son seul chemin pour trouver des solutions aux différences politiques entre les frères, et que les élections sont le seul moyen pour diriger les sociétés politiques nationales, tout en refusant l'organisation des élections sans consensus ou entente nationale.

Il a appelé l'ex-président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et le mouvement du Fatah à revoir leurs choix politiques après l'échec des négociations inutiles, en l'appelant aussi à arrêter toutes les formes de coordinations sécuritaires avec l'occupation, ainsi que la poursuite des résistants, et les campagnes d'enlèvement et de torture contre les cadres et partisans du Hamas ainsi que des forces de la résistance en Cisjordanie.

"Les pays arabes et islamiques sont appelés à refuser toutes les formes de normalisation et de relations avec l'occupation, l'annulation de l'initiative arabe de paix, le soutien de la résistance palestinienne comme un seul choix pour reprendre les territoires et les lieux saints, ainsi que la levée du sévère blocus sioniste imposé injustement contre Gaza, et l'engagement aux décisions des ministres arabes des affaires étrangères pour jouer leur rôle et protéger al-Qods et al-Aqsa", a-t-il ajouté.

Il a salué les positions et efforts populaires qui ont soutenu le peuple palestinien et sa question juste, en les appelant à poursuivre leurs efforts pour juger les criminels sionistes devant les tribunaux internationaux.

A la fin de son communiqué, le mouvement du Hamas a appelé les pays occidentaux et les Etats-Unis à revoir leurs politiques qui soutiennent l'occupation sioniste contre le peuple palestinien, en déclarant qu'ils doivent reconnaître nos droits justes et légaux.

14-12

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7wZkDbFMWekI8LYr%2ftpKpO0ygGW6cQtpEaq%2b5QKEz%2fOKmHaZrUTFwSaCI8QkOPM0WNzjgTISfsxomaqGnyOMuiDxoNFmEgh17ICb4y5MO3w%3d>

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama: 3 milliards \$ d'aide à "Israël" pour 2010.

21/12

Obama a approuvé le Budget d'aide extérieure pour 2010 avant son départ au sommet de Copenhague, c'est ce qu'a rapporté le journal "Israël Today."

Selon cette source, le budget inclut des aides en matière de sécurité à "Israël", soit 2, 775 milliards de dollars, et ce, conformément à un accord entre "Israël" et l'administration américaine qui consiste à augmenter chaque année la valeur de cette aide.

Elle doit atteindre 30 milliards dollars d'ici la fin de cette décennie.

"Les aides comportent aussi, et pour la première fois, 100 millions de dollars pour l'autorité palestinienne, afin que le général américain appuyé par CIA, entraîne les soldats d'Abbas, en Cisjordanie", a ajouté le journal lors de son édition de dimanche 20/12.

Le journal a

Le président américain et le Congrès ont également approuvé d'augmenter les aides pour l'industrie militaire israélienne, en particulier dans le domaine de l'interception des missiles.

Le journal a souligné également que ces aides vont être fournies à condition que tous les ministres du gouvernement palestinien prévu doivent accepter les contours du Quartette.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=116198&language=fr>

GPI

Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Mahmoud Abbas soutient l'intensification du blocus de Gaza

Le président de l'Autorité autonome a soutenu l'intensification du blocus de la bande de Gaza.

D'après le centre d'informations palestinien, à Gaza, Mahmoud Abbas a annoncé qu'il soutenait la construction du mur d'acier, par l'Egypte, sur les frontières communes entre ce pays et la bande de Gaza, accueillant à bras ouvert l'intensification du blocus de Gaza. Des centaines d'habitants de Gaza ont perdu la vie, jusqu'à présent, faute de médicaments et de denrées alimentaires. Dans la foulée, le Porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum, a condamné la décision de l'Egypte de construire un mur d'acier, sur les frontières séparant Gaza de ce pays, démarche qu'il a qualifiée d'alignement sur les politiques de l'ennemi sioniste, avec l'objectif de faire pression sur les Palestiniens.

20 Décembre

<http://french.irib.ir/index.php/info/moyen-orient/28801-mahmoud-abbas-soutient-lintensification-du-blocus-de-gaza>

1-2 Les analyses (du processus de paix).

La déclaration européenne ne répond pas aux aspirations du peuple palestinien.

La déclaration de l'Union européenne pour une solution politique au conflit israélo-palestinien et à l'avenir de Jérusalem occupée ne répond pas aux aspirations du peuple palestinien, a déclaré le Hamas.

Dr Sami Abu Zuhri, porte-parole du Hamas, a déclaré au Centre palestinien d'informations, mardi soir, que l'Union européenne devait jouer un rôle pour rééquilibrer la position internationale concernant la cause palestinienne.

Le Hamas approuve toute mesure qui vient soutenir les droits des Palestiniens et accepte la création d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967, sans reconnaître Israël sur la moindre parcelle de terres palestiniennes occupées, a précisé le porte-parole.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont adopté hier mardi la position que Jérusalem devait être la capitale des deux Etats : Israël et le futur Etat palestinien, dans le cadre d'un « règlement pacifique » au conflit israélo-palestinien.

9 décembre

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7770

1-4 Les grandes manœuvres.

Abbas ne sert que l'occupation

"Les engagements du président sortant de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, d'empêcher toute Intifada contre l'occupation, confirment son programme qui cible la résistance et sa guerre contre le droit du peuple palestinien à la résistance", a affirmé le mouvement du Hamas.

Dans une déclaration de presse dont le centre palestinien d'information a reçu une copie, le porte-parole du mouvement, Fawzi Barhoum, a dit qu'il est très honteux pour Abbas de lancer ces déclarations, au moment où l'occupation poursuit sa campagne de judaïsation contre la ville sacrée d'al-Qods, ainsi que ses agressions contre le peuple palestinien et ses menaces continuelles pour cibler le peuple palestinien et ses lieux saints.

Il a ajouté que ces déclarations s'accordent avec la politique d'Abbas visant à frapper toute personne qui résiste ou s'attache au choix de la résistance.

Le Hamas a souligné qu'Abou Mazen ne sert que l'occupation et qu'il ne représente pas le peuple palestinien, en déclarant que ses engagements montrent les différences entre les déclarations d'Abbas et ses proches comme Azzam al-Ahmed envers Hamas et l'occupation.

Abbas avait affirmé, lors de son entretien avec le magazine "Wall Street", sa guerre contre la résistance en Cisjordanie occupée et a affirmé qu'il va empêcher toute Intifada probable. 24/12

<http://www.palestine-info.cc>

1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément...

L'OLP prolonge les mandats du président Abbas et du Parlement palestinien

"Le Conseil central de l'OLP a pris la décision de prolonger le président Abbas dans ses fonctions jusqu'à la tenue de la prochaine élection présidentielle", a déclaré à l'AFP Qaïd al-Ghoul, un haut responsable de l'OLP.

"Il a également décidé de prolonger le mandat du Parlement palestinien jusqu'aux prochaines élections législatives, conformément à la Loi fondamentale (Constitution, nldr) palestinienne", a-t-il ajouté.

Cette décision a été immédiatement acceptée par M. Abbas, a précisé un autre responsable de l'OLP. "Le président a accepté cette décision", a déclaré Tawfiq Tarrawa.

Le Conseil central, réuni depuis mardi, est une haute instance intérimaire de l'OLP qui chapeaute l'Autorité palestinienne dirigée par M. Abbas.

Cette décision est destinée à éviter un vide constitutionnel après le refus du Hamas d'organiser les élections législatives et présidentielle dans la bande de Gaza qu'il contrôle, scrutins initialement convoqués pour le 24 janvier.

Les mandats du président et du Parlement de l'Autorité palestinienne venaient à expiration à cette date.

La commission électorale palestinienne a recommandé de reporter ces scrutins législatifs et présidentiel en raison du refus du Hamas, qui conteste la légitimité du président Abbas, de signer une proposition de "réconciliation nationale" interpalestinienne.

Mise au point par l'Egypte, cette dernière prévoit de reporter le scrutin au 28 juin 2010.

Le Hamas argue qu'aux termes de la Loi fondamentale palestinienne, le mandat de quatre ans de M. Abbas, élu en janvier 2005, a expiré depuis janvier 2009.

16 décembre

<http://www.romandie.com/ats/news/>

Hamas : Les objections israéliennes bloquent un accord sur Shalit.

Les conditions imposées par Israël pour élargir certains prisonniers palestiniens bloquent un accord en vue de la libération du soldat israélien Gilad Shalit, détenu depuis plus de trois ans dans la bande de Gaza, a déclaré un responsable du Hamas cité hier dans la presse.

L'accord doit porter sur la libération par Israël de plusieurs centaines de détenus palestiniens, dont 450 choisis par le mouvement islamiste Hamas, en échange de celle de Gilad Shalit. Dans une interview à al-Hayat, un quotidien panarabe basé à Londres, le responsable du Hamas, qui n'est pas identifié, déclare que les négociations menées par l'entremise de l'Allemagne et de l'Égypte butent sur trois points principaux, « dont l'opposition israélienne (à la libération) de 50 prisonniers parmi les 450 » figurant sur la liste du Hamas.

5 décembre 2009

http://www.lorientlejour.com/category/International/article/639891/Breves_regionales.html

1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

Khaled Mechaal salue le soutien de l'Iran à la Résistance palestinienne.

Le Chef du bureau politique du Hamas, a tenu à rendre hommage à la RII, pour ses soutiens à la Résistance de la nation palestinienne.

En visite à Téhéran Khaled Mechaal a souligné que les Musulmans et les Arabes sont unis face à l'ennemi. En réponse à la question de savoir pourquoi l'Autorité autonome et ses dirigeants négligent les desideratas du peuple palestinien, Khaled Mechaal a précisé: "Il s'agit, certes, d'une chose des plus regrettables pour nous. Les vaines négociations avec le régime sioniste, de même que les promesses creuses des Etats-Unis, ne mèneront à rien; c'est une triste et déplorable réalité à nos yeux." "Se fier au régime israélien et négocier avec lui sont inutiles; tout cela se trouve, maintenant, dans l'impasse. Nous demandons à l'Autorité autonome, au Mouvement Fatah et à tous ceux qui s'occupent du suivi des négociations de paix, de se soumettre au consensus national et aux demandes du peuple palestinien. Si nous restons campés sur nos positions, l'ennemi ne pourra, alors, rien faire.", a constaté Khaled Mechaal.

16/12

1-13 Prisons & tortures - Déclaration et situation dans les geôles israéliennes

Al Bardawil: la propagande l'échange des captifs n'est que pour connaître la position du Hamas.

En refusant tout commentaire sur les nouvelles de la libération de 980 captifs.

Le dirigeant du Hamas, Dr. Salah Al Bardawil a affirmé que toutes les nouvelles concernant l'opération d'échange des captifs ne sont qu'une propagande sioniste pour connaître la position du Hamas.

Al Bardawil a souligné le mardi 1/12, lors des déclarations de presse que le dossier des captifs est totalement fermé sous les mains des parties bien déterminées au Hamas et quiconque n'a le droit de prononcer un tel de ses détails.

"Toutes les renseignements concernant ce dossier ne sont que des ballons d'essai pour connaître la position du Hamas, ni plus ni moins", a ajouté le leader du Hamas.

Al Bardawil a refusé de commenter des nouvelles disant que le parquet général sioniste a décidé de libérer 980 captifs palestiniens en deux périodes à l'encontre du sergent Gilad Chalit.

02/12

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7hjEzklARfhATUvkfFojUFvXdmnNr0qDqBCz%2bBinEa%2b%2fpNDFIUp009MsPvPcF%2fz5sTo2XGMWLENKKxEIh3cnKfESclld0aqfTAhWFbnBYT74%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7hjEzklARfhATUvkfFojUFvXdmnNr0qDqBCz%2bBinEa%2b%2fpNDFIUp009MsPvPcF%2fz5sTo2XGMWLENKKxEIh3cnKfESclld0aqfTAhWFbnBYT74%3d)

1-14 Prisons:

Les milices d'Abbas enlèvent 3 partisans du Hamas.

Les milices du président sortant, Mahmoud Abbas, continuent leurs opérations hostiles contre les partisans et alliés du Hamas Cisjordanie, en arrêtant 3 personnes et envahissant une mosquée dans la région de Qalquilia.

"La mosquée d'Ibn Taymia, dans la ville de Qalquilia, a été envahie et fouillée par les soldats d'Abbas qui ont enlevé le citoyen, Mohannad Abou Khadija, de l'intérieur de sa maison", ont souligné les sources.

Des témoins oculaires et des sources ont affirmé que les soldats d'Abbas ont enlevé le membre du conseil municipal, Hakim Chalalkeh, juste après sa libération, malgré qu'il a passé 40 jours dans prisons d'Abbas, en plus du captif libéré, Achour, qui a passé deux ans dans les geôles sionistes, ainsi que Moussa'ab Sourour habitant à Niline a été également enlevé à Ramallah.

24/12

<http://www.alterinfo.net/notes/?start=10>

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

Netanyahu propose à Livni d'entrer au gouvernement

La chef de l'opposition centriste n'a pas exclu de rejoindre la coalition gouvernementale emmenée par le chef du Likoud. En mars, après des élections législatives anticipées, Tzipi Livni avait refusé de participer au gouvernement très marqué à droite.

Le Premier ministre de droite israélien Benjamin Netanyahu a demandé jeudi à la chef de l'opposition centriste, Tzipi Livni, de rejoindre la coalition gouvernementale, a indiqué jeudi son bureau dans un communiqué.

"Le Premier ministre a demandé à Mme Livni de rejoindre le gouvernement d'union nationale (...) compte tenu des défis locaux et internationaux auxquels Israël fait face", indique le communiqué.

Tzipi Livni, ex-ministre des Affaires étrangères, n'a pas exclu la possibilité de se rallier au gouvernement de M. Netanyahu.

"J'ai toujours dit que si cette proposition est sérieuse, nous pouvons discuter de cette question", a-t-elle répondu à Netanyahu, qui est le chef du principal parti de droite, le Likoud, selon son entourage. Elle a toutefois ajouté que toute décision devrait être avalisée par un vote interne du Kadima.

Tzipi Livni dirige le Kadima (centre), le parti le mieux représenté à la Knesset (Parlement) avec 28 sièges sur 120. Créé fin 2005 par l'ex-Premier ministre Ariel Sharon, le Kadima a été récemment déstabilisé par des tentatives de Netanyahu de diviser le parti en faisant pression sur certains de ses députés pour qu'ils rejoignent la coalition au pouvoir. La position de Tzipi Livni à la tête de son parti s'en est trouvée affaiblie.

"Le Kadima est menacé de désintégration", a alors déploré le numéro deux du parti centriste, Shaul Mofaz, un ancien ministre de la Défense.

Le Premier ministre a promis à Tzipi Livni qu'un futur gouvernement d'union nationale incluant le Kadima prônerait la solution de deux Etats pour deux peuples, israélien et palestinien, qu'il avait présentée lors d'un important discours en juin, selon le bureau de Netanyahu.

Netanyahu n'a toutefois pas offert de portefeuille ministériel spécifique à l'opposante.

En mars dernier, après des élections législatives anticipées, Tzipi Livni avait refusé de participer au gouvernement très marqué à droite de Netanyahu, en dépit des efforts de ce dernier pour attirer le Kadima dans une coalition "aussi large que possible".

La coalition au pouvoir en Israël va du centre-gauche, avec le Parti travailliste, jusqu'à l'extrême-droite, représentée par des partis nationaux-religieux.

Si la coalition de Netanyahu apparaît aujourd'hui très stable, elle n'en demeure pas moins traversée par des courants opposés sur la question de la colonisation en Cisjordanie ou l'échange de centaines de prisonniers palestiniens contre le soldat otage israélien Gilad Shalit.

(Source AFP)

<http://www.liberation.fr/monde/0101610497-netanyahu-propose-a-livni-d-entrer-au-gouvernement?xtor=EPR-450206>

2-1 Processus de paix.

L'occupation lance des brochures à Rafah....

L'aviation de la guerre a lancé lundi, le 30/11, une bombe portant des milliers de brochures en avertissant la population de la ville de Rafah, au sud de la bande de Gaza.

Des sources locales qu'un avion a lancé de milliers de brochures, en menaçant la population de Rafah que l'aviation va poursuivre ses raids aériens sur la ville de Rafah et le long de la région des tunnels.

Les sources ont souligné que la région a été évacuée en crainte des assauts criminels de l'aviation de l'occupation israélienne.

01/12

<http://www.palestine-info.cc>

<http://www.alterinfo.net/notes/?start=20>

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

Un officier des services de renseignements se suicide.

Le journal hébreu, Maariv, a dit qu'un officier qui appartient à l'unité "8200" des services de renseignements sionistes s'est suicidé par son propre arme et qu'on a trouvé, hier mardi 15 décembre 2009, son corps dans sa caserne, 6 mois seulement, après le suicide d'un haut officier dans la même unité.

Le journal a ajouté dans son édition, de mercredi 16/12, que l'officier 24 ans, est un académicien.

<http://www.palestine-info.cc>

Frénésie de manœuvres : trois cette semaine...

En Israël, c'est toujours la frénésie des exercices militaires. Cette semaine encore, trois manœuvres de grande ampleur ont eu lieu, selon les médias israéliens.

L'un des exercices simule des scénarios dans lesquels des missiles balistiques équipés d'ogives conventionnelles et non conventionnelles sont lancées vers des villes israéliennes. Il a mobilisé des dizaines d'officiers de réserve israéliens.

Supervisé par le commandement du Front intérieur, il comprend la distribution rapide de masques à gaz, en cas d'attaque avant que l'armée d'occupation ne termine leur distribution qui devrait commencer dans quelques mois. Selon des responsables israéliens, l'exercice ne prévoit pas le déploiement des forces sur le terrain. Ils ont affirmé que l'objectif principal était de mettre en scène des scénarios pour le bénéfice des unités de think-tank chargées d'anticiper les dilemmes opérationnels en cas de guerre ou d'état d'urgence nationale.

Quant à la deuxième manœuvre organisée dans le nord par la Brigade des Parachutistes, elle simule surtout des

combats contre la Syrie et le Hezbollah.

L'exercice, qui implique plusieurs unités de réserve, est le couronnement d'un programme de formation de longue durée mené par la brigade entre deux affectations dans les territoires occupés et sur la frontière nord.

Un troisième exercice mené aux munitions vivantes dans les hauteurs du Golan occupé a pour sa part impliqué l'artillerie, les sapeurs et les forces aériennes israéliennes d'avions de combat, surtout les hélicoptères.

12/12

<http://www.almanar.com.lb>

<http://www.alterinfo.net/notes/>

2-3 Sur le terrain.

Israël Veut Accroître Ses Exportations d'Armes Vers l'UE.

Le ministère de la défense israélien s'est fixé comme objectif d'accroître les ventes d'armes dans l'UE convaincu que la guerre que l'OTAN mène en Afghanistan et à laquelle participent plusieurs pays membres de l'UE dont la France, l'Allemagne, les Pays Bas, la Pologne etc...et l'éventualité de l'installation d'un système de missiles anti missiles sur le continent européen augmentent l'intérêt de ces pays pour les systèmes d'armement israéliens. Lors d'une réunion il y a plusieurs semaines, le département de l'aide en matière de défense du ministère des affaires étrangères ainsi que l'organisation israélienne pour l'exportation d'armes et des hauts responsables de la défense ont discuté du besoin de créer des partenariats avec des industries de l'armement européen et d'utiliser ces partenariats comme plateforme pour vendre des armes israéliennes.

« La coopération avec des industries locales permet aux industries israéliennes de prendre pied en Europe et d'y faciliter la vente de leurs produits » a affirmé l'un des ces responsables israéliens de la défense.

Selon plusieurs hauts responsables israéliens de la défense, certains pays membres de l'OTAN montreraient un intérêt croissant pour la technologie israélienne notamment celle concernant la lutte contre les IEDs (Improvised Explosive Devices – bombes artisanales dont sont victimes un grand nombre de soldats US et de l'OTAN en Afghanistan). L'industrie de l'armement israélien est également connue mondialement pour ses systèmes de protection passive et active tels les blindages et les systèmes pour brouiller les signaux émis pour la mise à feu d'engins explosifs.

L'un de ces responsables a fait remarquer que : « **l'expansion de la guerre en Afghanistan nous ouvre une porte** ».

Le mois dernier, le vice secrétaire général de l'OTAN, Claudio Bisogniero et l'amiral Giampaolo Di Paolo, président du comité militaire de l'Alliance, se sont rendus en Israël pour des discussions qui se sont également concentrées sur l'aide à la sécurité que pourrait fournir Israël aux troupes de l'OTAN déployées en Afghanistan. Un exemple de partenariat à succès, celui de l'IAI (Israel Aerospace Industries) et l'allemand Rheinmetall Defense, qui collaborent à l'approvisionnement de l'armée allemande en drones israéliens Heron. Jusqu'à présent ces drones étaient loués mais récemment les israéliens ont annoncé qu'un marché avait été conclu avec le gouvernement allemand portant sur des millions de dollars pour l'achat de plusieurs drones qui seront utilisés par les troupes allemandes dans le nord de l'Afghanistan dès le début 2010 pour des missions de reconnaissance. Ce sont donc des millions de dollars qui vont rentrer dans les coffres du gouvernement israélien et de son industrie de l'armement, une contribution involontaire des contribuables allemands à l'effort de guerre israélien. Autre marché potentiel intéressant pour l'industrie israélienne de l'armement, le plan des US/OTAN de construire un système de défense missile anti missile en Europe pour soit disant défendre le continent d'une prétendue attaque de missiles iraniens mais qui vise en fait la Russie.

Le système israélien Arrow 3 sera opérationnel dans quelques années et soit disant capable selon les Israéliens d'intercepter des missiles ennemis à des distances plus éloignées et à des altitudes plus élevées et sera meilleur marché que le système terrestre du SM3 américain. Le secrétaire d'état à la défense américain, Robert Gates, a dit récemment que ce système israélien ferait probablement partie du bouclier anti missile qu'Obama compte offrir à l'Europe. Ce système israélien Arrow est financé en grande partie par les US, et pour le vendre aux clients européens l'IAI devra obtenir l'autorisation du gouvernement américain ce qui ne semble pas à priori poser de problème.

En d'autres termes, les Européens vont être « protégés » par un système anti missile financé par les US mais de fabrication israélienne contre une hypothétique menace de missiles iraniens.

L'industrie de l'armement israélien est en plein boom. Ainsi on comprend mieux l'intérêt d'Israël et de son Lobby à Washington pour pousser à la guerre les US que ce soit en Irak, en Afghanistan, et, si personne ne les arrête, bientôt contre l'Iran.

L'implication active du régime sioniste aux côtés des Américains dans la guerre en Afghanistan et plus généralement dans le Sud et la région centrale de l'Asie a d'ailleurs été soulignée par l'ancien chef de l'agence des services secrets pakistanais (ISI), Hamid Gul, lors d'une interview exclusive qu'il a accordé vendredi à Press TV. Gul a sévèrement critiqué la décision du président Barack Obama d'intensifier la guerre en AfPak et notamment d'augmenter les attaques de drones dans la province du Balouchistan au Pakistan. D'autre part, Gul a affirmé que les Américains et les Israéliens essaient de neutraliser les armes nucléaires pakistanaises et que la décision d'envoyer des renforts US/OTAN en Afghanistan vise principalement à contrer l'influence croissante de l'Iran dans la région.

Les Israéliens sont de plus en plus impliqués dans les opérations et guerres US/OTAN soit en participant à des manoeuvres conjointes Israël/US ou Israël/OTAN, soit en vendant des systèmes d'armement et en projetant

d'accroître rapidement ces ventes dans l'Union Européenne.

Cette implication dans le développement des ventes d'armes israéliennes à l'étranger s'étend à des responsables militaires au plus haut niveau. Ainsi le chef d'état major de l'armée israélienne, Gabi Ashkenazi, et son fils ont ou continue d'être dans le cas du fils, impliqués dans ce marché juteux de l'armement israélien.

Alors qu'il avait quitté l'armée entre 2005 et Juillet 2006, date à laquelle il a été nommé directeur général du ministère de la défense, Ashkénazi père – actuellement chef d'état major de l'armée israélienne - s'est lié d'amitié avec tout un réseau d'hommes d'affaires du monde de l'armement qu'il a rapidement et aisément intégré. De plus, son fils entretient lui aussi des liens étroits avec ces hommes d'affaires, dont certains travaillent pour des sociétés qui ont des contrats avec le ministère de la défense israélien.

Lors de cette période « civile », Ashkénazi a été très actif dans des démarches de vente de drones à l'Argentine via un haut responsable de la sécurité dans ce pays et en coopération avec Aeronautics Defense Systems, une société israélienne bien connue fabricant des drones. Elle a fourni les drones utilisés par l'armée israélienne pour des activités opérationnelles - surveillance mais aussi attaques contre la population civile palestinienne avec missiles tueurs tirés de ces drones – ainsi que des ballons pour collecter des informations au dessus de Gaza. Cette société qui est aussi active dans le domaine des communications, de la navigation, des systèmes de gestion d'information et d'électronique, emploie 400 salariés. Ses rentrées d'argent se chiffrent en millions de dollars d'affaires faites non seulement en Israël mais également à l'étranger. Elle a semble-t-il actuellement des liens étroits avec Itai Ashkenazi le fils de l'actuel chef d'état major de l'armée israélienne.

Se recycler dans l'industrie de l'armement est pratique courante chez les hauts gradés de l'armée israélienne et leurs rejets qui sillonnent ensuite la planète, de l'Afrique à l'Amérique Latine en passant par l'Europe pour vendre les armes israéliennes préalablement testées « live » sur les populations civiles palestiniennes de Gaza qui servent de cobayes à une industrie de la mort en plein boom.

Les pays membres de l'UE qui achètent et/ou vendent des armes à Israël participent à l'effort de guerre de ce pays et sont donc responsables des crimes de guerre commis par l'état sioniste.

http://www.planetenonviolence.org/Israel-Veut-Accroitre-Ses-Exportations-D-Armes-Vers-l-UE_a2068.html

Israël arrête un chef des colons en Cisjordanie.

La police israélienne a arrêté le maire d'une colonie juive implantée en Cisjordanie, après que des manifestants aient tenté d'empêcher les forces de sécurité de pénétrer dans leur communauté pour y appliquer le gel des constructions dans les colonies décrété par le gouvernement.

Cet affrontement est l'incident le plus grave qui se soit produit depuis que le Premier ministre Benjamin Nétanyahou a annoncé la semaine dernière un arrêt temporaire des constructions, pendant dix mois, en Cisjordanie. L'élu arrêté est le maire de Beit Arieh, Avi Naim.

Des meneurs des colons juifs ont décidé de défier l'autorité, alors que le gouvernement a présenté cette mesure comme un geste pour reconquérir la confiance de ses partenaires palestiniens en vue de parvenir à une paix négociée.

En affrontant les colons, le Premier ministre Nétanyahou donne aussi un gage à Barack Obama sur sa volonté de reprendre ces entretiens depuis longtemps au point mort. Les Palestiniens considèrent que le geste est une farce, puisque Jérusalem Est n'est pas concerné.

Un groupe militant israélien, Hamoked, a présenté mercredi un rapport qui montre une forte progression des expulsions à l'encontre des Arabes israéliens en 2008, dans cette partie de la ville que les Palestiniens considèrent comme leur capitale. Selon le groupe, le ministère de l'Intérieur a annulé les permis de résidence de 4.577 habitants arabes de Jérusalem l'an dernier, 20 fois plus que la moyenne des 40 dernières années.

3/12

http://fr.news.yahoo.com/3/20091203/twl-israel-palestiniens-colonies-gel-951b410_2.html

2-4 Les grandes manœuvres...

Israël prépare une loi pour compliquer tout retrait des territoires annexés.

Le Parlement israélien s'apprête à voter ce mercredi un projet de loi imposant un référendum préalable à tout éventuel retrait de Jérusalem-est et du plateau du Golan.

Le projet de loi imposant un référendum préalable à tout éventuel retrait de Jérusalem-est et du plateau du Golan devrait être approuvé, ce mercredi, à une large majorité en première lecture par le Parlement israélien.

Des conditions de retrait durcies

Des territoires au coeur du conflit

L'annexion du Golan et de Jérusalem-est n'a pas été reconnue par la communauté internationale. La Syrie réclame la restitution pleine et entière du Golan dans la cadre d'un traité de paix avec Israël. De leur côté, les Palestiniens veulent faire du secteur oriental de Jérusalem, occupé et annexé en 1967, la capitale de leur futur Etat.

Ce projet, soutenu par le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu (Likoud, droite), vise à renforcer les adversaires d'un éventuel retrait du Golan, conquis sur la Syrie en juin 1967 et annexé en 1981, en cas de traité de paix avec Damas.

Le texte prévoit que tout traité entérinant un tel retrait devra être préalablement approuvé par la majorité absolue du Parlement, soit 61 voix sur les 120 députés de la Knesset.

S'il est approuvé par la Knesset, le traité devra ensuite être soumis à un référendum populaire dans les 80 jours, précise le projet de loi. Puis passer encore deux autres lectures avant d'avoir force de loi.

"Il est tout à fait normal que des questions décisives et importantes comme les frontières du pays soient votées par la majorité la plus large possible et pas seulement à la Knesset", a déclaré Yariv Levin, député du Likoud, pour rejeter les critiques arguant qu'une telle loi constituerait un obstacle sur le chemin de la paix avec Damas.

09/12/

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/israel-prepare-une-loi-pour-complicquer-tout-retrait-des-territoires-annexes_834828.html

Shalit: les ultimes conditions posées par Israël.

On en sait un peu plus sur les derniers obstacles qui bloquent l'accord entre Israël et le Hamas sur la libération du soldat Gilad Shalit, détenu par les islamistes depuis plus de trois ans à Gaza.

L'arrangement porte sur la libération par l'Etat hébreu d'au moins un millier de détenus palestiniens, dont 450 choisis par le Hamas, en échange de l'élargissement du tankiste, Shalit.

Mais Israël persiste à mettre son veto sur 50 prisonniers parmi les 450 figurants sur la liste du Hamas. Parmi eux : Abdallah Barghouti, un expert en explosifs, qui avait préparé certains des attentats du printemps 2002, parmi les plus meurtriers jamais exécutés par le Hamas en Israël.

L'Etat hébreu refuserait également d'élargir 22 autres prisonniers, au motif qu'il s'agit d'Arabes israéliens.

Parmi ces ultimes pommes de discorde figure enfin le transfert à l'étranger de certains des prisonniers palestiniens libérés.

Israël exige que 130 d'entre eux soient ainsi expulsés hors de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Mais le Hamas entend réduire ce nombre au minimum.

En 2002, le Hamas avaient vivement critiqué la déportation de plusieurs activistes rivaux du Fatah, qui s'étaient retranchés dans l'Eglise de la nativité à Bethléem pour échapper à la traque de Tsahal. Aujourd'hui, un transfert de nombreux détenus palestiniens ne permettrait pas au Hamas de crier à une large victoire contre Israël.

Parmi les pays qui accepteraient de recueillir des ex-détenus Hamas, on trouve notamment la Syrie, qui abrite déjà la direction en exil du Hamas. Contrairement à 2002, aucun pays européen n'aurait été approché.

4 décembre

<http://blog.lefigaro.fr/>

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

L'ancien Premier ministre Olmert aurait proposé d'étendre la bande de Gaza.

L'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert aurait proposé aux Palestiniens d'étendre la bande de Gaza d'une centaine de km² sur le territoire israélien, en échange de certaines colonies de Cisjordanie, croit savoir le quotidien "Haaretz".

Il aurait également offert 227km² de terre près de la Cisjordanie, dans le désert de Judée, selon le quotidien publié jeudi. Le président palestinien Mahmoud Abbas a confirmé que Olmert avait fait d'autres propositions, mais "Haaretz" précise que sa version s'appuie sur des sources ayant eu des informations détaillées sur les propositions d'Olmert.

Au total, l'ancien Premier ministre cherchait à récupérer 6,3% de la Cisjordanie, où vivent 75% des 300.000 colons israéliens. Il aurait présenté sa carte à Mahmoud Abbas en septembre 2008, proposition à laquelle il n'aurait pas répondu mettant fin aux négociations

Jeudi 17 décembre

http://fr.news.yahoo.com/3/20091217/twl-israel-palestiniens-gaza-olmert-951b410_2.html

Vers 10.000 colons de plus en Cisjordanie en 2010.

La population des colonies de peuplement juives de Cisjordanie pourrait augmenter de 10.000 personnes dans l'année à venir, en dépit du "gel" décrété pour dix mois de la construction de nouveaux logements dans ce territoire occupé, déclare un ministre israélien.

Benny Begin, ministre sans portefeuille, de l'aile droite du bloc du Likoud, a estimé jeudi soir au cours d'une conférence que le moratoire décrété par le Premier ministre Benjamin Netanyahu serait "pénible" mais n'équivalait pas à un "gel" des constructions dans le sens communément accepté du terme.

Le ministre, cité par Radio-Israël et le journal Yedioth Ahronoth, a fait remarquer que la construction de 3.000 habitations, déjà engagée, serait menée à son terme malgré ce gel, et indiqué que 10.000 nouveaux colons y emménageraient.

L'intervention de Benny Begin a coïncidé avec des manifestations de colons à Jérusalem, sous les fenêtres de la résidence officielle du Premier ministre. En signe de protestation contre le gel, de même, une mosquée a été attaquée jeudi en Cisjordanie par des colons extrémistes.

"Il n'y a ni gel ni suspension", a déclaré Begin, cité par le journal.

"Les constructions, en Judée et Samarie, continueront dans les 10 mois à venir", a-t-il dit en recourant au terme biblique pour décrire la Cisjordanie.

Mark Regev, porte-parole du gouvernement, s'est refusé à réagir directement aux propos de Begin, fils de

l'ancien Premier ministre Menachem Begin, mais il a assuré que le gel était toujours d'actualité. Benjamin Netanyahu a ordonné le gel pour certaines constructions dans les colonies voici trois semaines, en signe de bonne volonté envers Washington, afin de favoriser une reprise des négociations de paix avec les Palestiniens.

Selon des Palestiniens du village cisjordanien de Kfar Yasuf, près de Naplouse, une bande de colons juifs s'est introduite à l'intérieur d'une mosquée, jeudi, brûlant des tapis et des exemplaires du Coran.

Cinq cents mille Juifs vivent parmi 2,7 millions de Palestiniens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, zones conquises par l'armée israélienne pendant la guerre des Six jours en 1967.

11 décembre

<http://www.aloufok.net/spip.php?article1153>

Des milliers de colons rassemblés sous les fenêtres de Netanyahu.

Des milliers de colons juifs de Cisjordanie et leurs partisans ont manifesté mercredi soir à Jérusalem, près de la résidence officielle de Benjamin Netanyahu, pour protester contre sa décision de geler pendant dix mois les constructions de logements dans les implantations.

La manifestation était le premier grand rassemblement, depuis des années, de colons protestant contre des mesures gouvernementales de suspension des activités de colonisation en Cisjordanie occupée.

Le slogan principal des manifestants, "Brisez le gel!" était visible parmi d'autres sur les banderoles.

"Les milliers de personnes présentes ici nous donnent le courage de nous dresser contre le gouvernement et de trouver le moyen de poursuivre la construction de toutes les communautés juives de Judée-Samarie (Cisjordanie)", a déclaré un dirigeant de colons, Pinhas Wallerstein, présent au rassemblement.

La décision annoncée le 25 novembre par Netanyahu de geler certaines constructions de logements visait à favoriser une reprise des négociations de paix avec les Palestiniens. Celles-ci sont gelées depuis un an, mais les Palestiniens exigent en préalable à leur reprise l'arrêt de toute activité de colonisation.

9/12

http://fr.news.yahoo.com/4/20091209/twl-israel-colons-manifestation-38cfb6d_1.html

Plus de 200 décisions pour démolir des maisons palestiniennes à Al Qods.

Des sources israéliennes ont rapporté que les autorités occupantes ont adopté plus de 200 décisions pour démolir des maisons palestiniennes dans la ville sainte d'Al Qods occupée.

En dépit de la politique de judaïsation, de destruction raciste et d'extermination contre les habitants palestiniens d'Al Qods, la radio hébreu a prétendu que la municipalité sioniste dans la ville sainte n'a pas encore appliqué les ordres de démolition visant 200 habitations dans les quartier arabes, en accusant le comité d'habitat et de développement de défaut missionnaire.

"Des documents prouvent que durant les trois dernières années, les lois d'habitats n'ont pas été imposées et les ordres de destruction n'ont pas été exécutés", a prétendu la radio hébreu.

14/12

[http://www.palestine-](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7zZMnZr8ZJojdq7U%2boGjIYoT%2bcPKdO2zXGq0pJ6StKFYp%2fBGYjwLK6QOUo2BWKhcjZquZlmSKn2OZjgxfnl3YPwijnZ4bzBPT2f7JtnTgshNA%3d)

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7zZMnZr8ZJojdq7U%2boGjIYoT%2bcPKdO2zXGq0pJ6StKFYp%2fBGYjwLK6QOUo2BWKhcjZquZlmSKn2OZjgxfnl3YPwijnZ4bzBPT2f7JtnTgshNA%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7zZMnZr8ZJojdq7U%2boGjIYoT%2bcPKdO2zXGq0pJ6StKFYp%2fBGYjwLK6QOUo2BWKhcjZquZlmSKn2OZjgxfnl3YPwijnZ4bzBPT2f7JtnTgshNA%3d)

L'occupation démolit 8 maisons au Néguev et des tentes au village de Touil Abou Jaroul

Les autorités sionistes ont démolit, hier lundi 7/12, plus de 8 maisons palestiniennes dans la région de Néguev, dans les territoires occupés en 1948 et ont déraciné des centaines d'arbres oliviers dans la même région.

Les forces de l'occupation israélienne ont démolit aussi des tentes, pour la 37ème fois, dans le village d'Abou Jaroul, et ont informé les propriétaires de 13 maisons dans le village d'Abou Noumeila, au nord de Rahat, qu'ils doivent démolir leurs maisons.

On note que les opérations de démolition sont continues dans les villages non-reconnus par le gouvernement sioniste, sous prétexte de la construction sans permission.

Le président du conseil régional des villages non-reconnus au Néguev, Ibrahim al-Wakili, a considéré que la démolition des maisons palestiniennes dans cette région vient pour convaincre les colons et les voix d'extrême droite qui demandent de démolir les maisons des arabes au Néguev au lieu de démolir les unités dans les colonies sionistes

08-12

[.http://www.palestine-info.cc/fr/](http://www.palestine-info.cc/fr/)

2-11 Politique extérieure.

Israël met en garde l'UE contre une reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale palestinienne.

La Suède, qui assure actuellement la présidence de l'UE, envisage une initiative reconnaissant Jérusalem-Est comme capitale d'un futur Etat palestinien. Dans son édition de mardi, le quotidien israélien "Haaretz" a rapporté que Stockholm souhaiterait voir cette proposition adoptée par les ministres des Affaires étrangères européens la semaine prochaine à Bruxelles.

Le gouvernement suédois s'est refusé à tout commentaire, mais, à Bruxelles, des diplomates ont confirmé que la Suède souhaitait voir son texte soumis au débat.

Le projet suédois, cité par "Haaretz" fait référence à "une solution à deux Etats, avec un Etat palestinien indépendant, démocratique (...) et viable, comprenant la Cisjordanie et la Bande de Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant côte à côte, en paix et dans la sécurité avec l'Etat d'Israël".

Le ministère israélien a enjoint mardi dans des termes forts l'UE de ne pas donner suite à la proposition suédoise. "Le projet conduit par la Suède nuit à la capacité de l'Union européenne de jouer un rôle et d'être un facteur significatif dans les négociations entre Israël et les Palestiniens", a-t-il réagi dans un communiqué.

La proposition suédoise a toutefois peu de chances d'être adoptée, l'UE ayant de longue date estimé que Jérusalem devrait être une capitale partagée et qu'Israéliens et Palestiniens devaient s'entendre sur cette question.

La question de Jérusalem est l'un des principaux points de désaccord entre Israël et les Palestiniens. La ville a été annexée lors de la guerre des Six Jours en 1967 par l'Etat hébreu, qui la considère comme sa capitale éternelle. Mais cette annexion n'a pas été reconnue par la communauté internationale, et les Palestiniens veulent faire de la ville la capitale d'un futur Etat.

AP

01-12

http://fr.news.yahoo.com/3/20091201/twl-israel-palestiniens-ue-jerusalem-951b410_3.html

Israël oppose une fin de non-recevoir au Ministre irlandais des AE

Les autorités ont opposé une fin de non-recevoir à la demande du Ministre irlandais des Affaires étrangères pour se rendre dans la bande de Gaza. Le chef de la diplomatie irlandaise, Michel Martin a critiqué le refus des responsables israéliens de lui permettre de se rendre dans la bande de Gaza. « Je souhaitais visiter Gaza et m'informer in situ des problèmes des centaines de millions de Palestiniens encerclés, mais Israël s'est opposé, sans aucune raison, à ma demande » a-t-il déploré. Dans le même temps, le Président de la Commission des affaires parlementaires de l'Europe a qualifié d'insupportable le refus du régime israélien de permettre aux responsables internationaux de se rendre à Gaza. Il a qualifié d'illégal la poursuite de l'encerclement de Gaza par le régime sioniste.

07/12

<http://french.irib>

<http://www.alterinfo.net/notes/>

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

Pour visiter leurs fils détenus, que doivent-elles faire encore?

Tout est permis pour l'armée de l'occupation israélienne qui agit en toute impunité, malgré ses violations des moindres droits de l'homme.

Cette fois, les procédures immorales des soldats sionistes concernent les familles des détenus palestiniens, surtout les femmes.

Sur le barrage militaire d'Ofer, qui mène à la prison du Neguev, les soldats israéliens ont sommé lundi les mères et les filles des détenus palestiniens de se déshabiller sous prétexte de vouloir les fouiller!

Ils ont également blessé le père du détenu Achraf Al-Madloum, qui tentait de protéger sa femme.

Protestant contre cette politique, les détenus palestiniens de la prison du Néguev ont refusé de prendre leur repas toute la journée.

En effet, c'est tout ce qu'ils peuvent faire, mais, que pourra faire la communauté internationale qui se dit protectrice des droits de l'homme, et qui ne cesse de réclamer la liberté de la femme orientale?

2 Décembre

<http://www.almanar.com.lb>

03-12

" L'armée israélienne a prétendu qu'il a arrêté 15 palestiniens requis et les emmenés vers des centres d'interrogatoire".

Des sources locales ont déclaré que les forces israéliennes ont attaqué les maisons des citoyens à Ramallah, Jénine, Naplouse, Tubas, en arrêtant 15 citoyens.

Les témoins ont déclaré que des dizaines de véhicules militaires ont attaqué avant l'aube aujourd'hui, le village de Deir Abou-Daéf de Jénine, et ont lancé une campagne d'arrestations et d'attaques, à grande échelle, essentiellement sur les partisans du Hamas et ses militants dans la ville, ainsi contre des dizaines de maisons.

Des témoins ont déclaré que les troupes armées à pied et portées de l'armée israélienne ont encerclé la ville de ses différentes directions, à une heure après minuit, en imposant un couvre-feu jusqu'à l'aube et exécutant des assauts et de vastes campagnes de fouilles dans les maisons des palestiniens, où 20 personnes ont été enlevées, enchaînées et placées dans un carré au centre de la ville.

"Les soldats israéliens ont mené des enquêtes sur le terrain avec les détenus et leurs familles, puis les ont emmenés dans des véhicules militaires vers les casernes de Salem à l'ouest de la ville de Jénine", ont précisé ainsi les témoins, en confirmant que 13 détenus ont été libérés, alors que 7 restent emprisonnés. Les sources ont souligné que les forces armées sionistes ont utilisé dans leurs assauts des chiens policiers, en démolissant les contenus des maisons palestiniennes lesquelles ont été fouillées minutieusement jusqu'à l'aube.

03/12

<http://www.palestine-info.cc>
<http://www.alterinfo.net/notes/>

20-12

La police sioniste a arrêté, durant les deux derniers jours, plus de 170 ouvriers palestiniens de la Cisjordanie, sous prétexte qu'ils sont entrés dans les territoires occupés en 1948 sans permissions.

La police sioniste a annoncé l'enlèvement de plus de 170 ouvriers palestiniens de la Cisjordanie, en prétendant qu'ils sont entrés dans les territoires palestiniens occupés en 1948 sans permissions.

On souligne que la police sioniste arrête des dizaines d'ouvriers palestiniens qui vivent des conditions très mauvaises, en plus de la négligence des côtés juristes.

Les autorités de l'occupation ont prétendu que 4 ouvriers qui étaient recherchés ont été emmenés vers les centres d'enquête, alors que les autres ont été transportés en Cisjordanie.

<http://www.palestine->

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

Des rabbins incitent à tuer les détenus palestiniens.

Le Conseil des rabbins sionistes "Sanhédrin" a publié un appel qui autorise de tuer tous les prisonniers palestiniens, si le sergent Gilad Shalit, ne revient pas sain et sauf, suite à certaines informations selon lesquelles les négociations indirectes entre l'entité sioniste et le Hamas ne progressent point.

Le quotidien "Yediot Ahronot" a publié certains paragraphes de cette « Fatwa » de "Sanhédrin", considéré comme le plus haut conseil juif chargé des affaires religieuses, politiques et juridiques juives à savoir : "on doit fermer le dossier de Shalit, même si le prix sera sa vie, et on doit prendre d'autres mesures pour sa libération, en exécutant les détenus palestiniens dans nos prisons".

Ou encore : "la libération de Shalit en échange des "criminels, comme cela a été le cas avec Tannenbaum et Samir al Kantar, serait une capitulation".

Le texte des rabbins a souligné que « les instigateurs pour l'achèvement de l'opération d'échange sont des politiciens, des gens de l'université, des médias, ainsi que le mouvement "Paix maintenant", et des représentants des relations publiques, qui reçoivent un soutien financier de tous les ennemis de l'entité sioniste pour trahir leur pays".

Le texte encourage à perpétrer de nouveaux crimes de guerre comme celui perpétré par les forces armées sionistes, l'hiver passé, en 2008, contre les Palestiniens, en appelant les autorités israéliennes à lancer une action militaire de grande envergure contre Gaza à l'occasion de la fête juive "Al Hanouka" pour renverser le pouvoir du Hamas.

Le Conseil des rabbins extrémistes a exhorté le gouvernement d'encourager les résidents sionistes des villes surpeuplées, le long de la plaine côtière, d'aller vivre en Judée, en Samarie, à Jérusalem (Al Qods occupée) et ses environs, au nord de Ramallah, au sud de Bethléem et le long de la vallée de Jourdain, sous prétexte qu'une attaque nucléaire iranienne aura lieu contre l'entité sioniste, selon l'avis de l'appel des rabbins extrémistes sionistes.

Les juifs sionistes n'ont plus la notion "d'être humain" et ne sont plus que des esclaves du Chaytan et du Flouss
12/12

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Iran

Israël est en déclin

"Le régime sioniste est en déclin", a déclaré le ministre iranien de la défense, lors de sa rencontre avec des leaders des groupes palestiniens.

Le secrétaire général du Mouvement du Jihad islamique, Ramadan Abdallah Shalah, le secrétaire général du Mouvement du Front populaire pour Libération de la Palestine (FPLP), Ahamad Jebraïl,

Le général Ahmad Vahidi a fait savoir que le mythe d'invincibilité avait été brisé face aux résistances palestinienne et libanaise.

Le ministre iranien a réitéré le soutien iranien aux Mouvements de la résistance palestinien et libanais. Et de préciser: "En jetant un regard rétrospectif sur la guerre de 33 jours du Liban et de celle de 22 jours de Gaza, on comprend que la résistance devant le sionisme avait atteint son paroxysme, ce qui est le fruit de la vigilance et le

courage des leaders de la résistance. "Les leaders braves font grand honneur à leurs nations", s'est adressé le ministre iranien aux chefs de la résistance libanaise et palestinienne.

De son côté, Shalah et Jebraïl ont fait toute la lumière sur les développements de la région et de la Palestine, en affirmant que grâce aux expériences de la résistance de 33 jours au Liban et de 22 jours en Palestine, on arriverait à porter des coups cuisants au régime sioniste, si bien qu'il se sent effectivement éclaboussé.

11/12/2009

<http://french.irib>

<http://www.alterinfo.net/notes/?start=10>

Ahmadinejad et Mechaal réitèrent leur soutien à la résistance palestinienne.

La délégation du mouvement Hamas, dirigé par le chef du bureau politique, Khaled Mechaal, a réaffirmé lors d'une rencontre avec le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, à Téhéran, que le retour de tous les réfugiés palestiniens vers leurs territoires et maisons représente l'une des priorités du peuple palestinien.

Mechaal a également souligné que le Hamas, ainsi que les autres factions de la résistance vont poursuivre leur lutte contre l'occupation jusqu'à la réalisation de la victoire.

Il a remercié la direction et le peuple iranien pour leur soutien continuel au peuple palestinien et à sa résistance. S'agissant de la mosquée sainte d'al-Aqsa, la délégation du Hamas a appelé la nation arabe et islamique à assumer leurs responsabilités envers cette mosquée qui fait face aux agressions sionistes continues, visant à la démolir pour construire à sa place le prétendu temple juif.

14/12

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=115125&language=fr>

Sayed Khamenei: la résistance seul moyen pour restituer la Palestine

"La Résistance est la seule façon de sauver la nation palestinienne".

Sayed Ali Khamenei a ajouté qu'un avenir promettant attend les Palestiniens malgré toutes les souffrances qu'ils endurent dans les territoires occupés.

Sayed Khamenei a souligné que "les événements dans les territoires occupés sont perçus sous deux angles: la résistance des Palestiniens à Gaza, et la trahison de certains pays arabes, musulmans dans les apparences, à l'encontre du peuple palestinien".

Evoquant la résistance des chefs du Hamas, face aux pressions et aux menaces politiques, l'ayatollah Khamenei a précisé que la cause palestinienne faisait partie des préoccupations majeures de la République d'Iran, affirmant que Téhéran considère le soutien aux Palestiniens comme l'un des devoirs de la charia islamique.

"Une fois la question palestinienne réglée, la plupart des problèmes de l'Ummah islamique prendront fin", a-t-il conclu.

16/12/2009

<http://www.almanar.com.lb>

14-12

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad a affirmé à ses hôtes que la croyance en Dieu et la résistance sont les deux principales choses qui aident à la réalisation des grandes victoires des peuples contre les oppresseurs dans le monde. Il a souligné que les crimes des leaders de l'occupation et les politiques trompeuses des responsables américains ne pourront pas tromper l'opinion mondiale.

Ahmadinejad qui a appelé au soutien de la résistance palestinienne a précisé que le peuple iranien restera le premier donateur à la résistance palestinienne et à son peuple.

14/12

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=115125&language=fr>

Ali-Asghar Soltaniyeh: le principal facteur de tension, au Moyen-Orient, reste l'occupation.

L'ambassadeur de la République d'Iran auprès de l'AIEA, a estimé que le principal facteur de tension, au Moyen-Orient, reste l'occupation sioniste.

Selon le correspondant de l'IRNA, à Vienne, Ali-Asghar Soltaniyeh, qui s'exprimait, hier soir, lors de la Conférence de la solidarité avec le peuple palestinien, à Vienne, a souligné que la communauté internationale devait réagir, de manière drastique, face aux crimes perpétrés par le régime israélien et à son expansionnisme afin de régler la crise au Moyen-Orient.

Ali-Asghar Soltaniyeh a réitéré que les réfugiés palestiniens, qui ont été expulsés de leur maison, devraient rentrer chez eux, pour pouvoir vivre, dans société démocratique, aux côtés des autres Palestiniens, musulmans, chrétiens et juifs.

<http://www2.irna.ir>

<http://www.alterinfo.net/notes/>

Erdogan met en garde Israël.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a prévenu Israël. Si l'Etat juif venait à violer son espace aérien pour mener des opérations de reconnaissance en Iran, la réaction d'Ankara sera telle un "tremblement de terre". Le dirigeant turc a été très clair lors d'une interview accordée au journaliste égyptien Fahmi Huwaidi et publiée jeudi matin.

Répondant à une question sur les rumeurs qu'Israël serait entré dans l'espace aérien turc dans le but d'espionner, Erdogan a affirmé qu'une telle chose ne s'était pas produite. Les conséquences seraient terribles dans le cas contraire.

"[Israël] recevra une réponse égale à celle d'un tremblement de terre", a-t-il menacé, exhortant les dirigeants d'Israël à "ne pas utiliser leurs relations [avec la Turquie] comme une carte pour agresser une tierce partie".

Ankara ne sera pas neutre et ne restera pas de côté les bras croisés, a-t-il enchaîné.

Une agression du peuple de Gaza

Evoquant l'opération Plomb durci à Gaza, Erdogan a déclaré qu'Israël ne pouvait pas raisonnablement espérer participer à un exercice militaire joint avec la Turquie après avoir "balayé" le peuple de Gaza.

Il a soutenu que la politique du gouvernement turc envers Israël était non seulement inspirée, mais aussi soutenue, par l'opinion publique en Turquie.

"Nous ne pouvons pas défier les sentiments du peuple turc qui a été énormément affecté par ce qui s'est passé lors de l'agression à Gaza", a affirmé le Premier ministre Erdogan.

10.12

<http://fr.ipost.com/servlet/Satellite?cid=1260181038159&pagename=JFrench%2FJFPArticle%2FShowFull>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

2 Les grandes manœuvres

Une loi US de 1995 reconnaît Jérusalem comme étant la capitale d'Israël....

Le président Obama a reporté le transfert de l'ambassade des Etats-Unis en Israël de Tel Aviv à Jérusalem.

Une loi américaine de 1995 reconnaît Jérusalem comme étant la capitale d'Israël et prévoit que l'ambassade y soit déménagée. Mais le texte permet également au président de reporter son transfert par périodes de six mois, pour des raisons de sécurité.

Les présidents Bill Clinton et George W. Bush ont déjà invoqué cette clause quand ils étaient à la Maison Blanche.

Barack Obama a informé jeudi sa secrétaire d'Etat Hillary Clinton de sa décision. Il avait déjà reporté ce transfert en juin.

L'emplacement de l'ambassade est un sujet sensible dans les discussions de paix au Proche-Orient.

4 décembre

http://fr.news.yahoo.com/3/20091204/twl-usa-israel-obama-ambassade-224d7fb_2.html

4 Politique Internationale

a) Organisations Mondiales & régionales

Otan - 3 Onu - 4 Nations Unies - Banque Mondiale- **Mouvement des non-alignés (MNA)**

Onu

Ban juge essentiel de créer un Etat palestinien souverain.

A l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a jugé lundi qu'il était essentiel de créer un Etat de Palestine souverain, au moment où les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens sont au point mort.

« Il y a soixante-deux ans, l'Assemblée générale, dans sa résolution 181, a émis la vision de deux Etats. L'Etat d'Israël existe. L'Etat de Palestine n'existe pas. Le peuple palestinien continue de se battre pour son droit inaliénable à l'auto-détermination », a déclaré M. Ban dans un message.

« Il est essentiel qu'un Etat de Palestine souverain soit réalisé », a-t-il ajouté. Selon lui, la création d'un tel Etat devrait se faire sur la base des frontières de 1967 accompagnée d'échanges de territoires et d'une solution sur la question des réfugiés.

Le Secrétaire général s'est dit profondément préoccupé par le fait que les pourparlers entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine soient suspendues depuis près d'un an. « Je soutiens l'engagement clair et les efforts des Etats-Unis pour obtenir une reprise de négociations sérieuses sur les questions liées au statut final, dont la sécurité des Israéliens et des Palestiniens, les frontières, les réfugiés et Jérusalem », a-t-il dit. En lien avec la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, une exposition de photos par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

(UNRWA) devait être inaugurée lundi dans le hall d'accueil du siège des Nations Unies à New York. Un concert par Maqamat, un orchestre du Conservatoire national de musique Edward Saïd, devait également avoir lieu dans la salle du Conseil économique et social.

Source : Centre d'actualités de l'ONU

30 novembre

<http://www.un.org/...>

<http://www.palestine-solidarite.org:80/actualite.ONU.301109.htm>

Centre HaMoked pour la défense de l'individu

L'éviction des Arabes de Jérusalem prend des « proportions effrayantes »

Le nombre de Palestiniens privés de leur statut de résidents à Jérusalem a atteint l'an dernier le chiffre record de 4 577 personnes, a annoncé hier une ONG israélienne, sur la foi de statistiques obtenues du ministère de l'Intérieur grâce à la législation sur la liberté d'information.

Le phénomène a « atteint des proportions effrayantes », a souligné Dalia Kerstein, directrice exécutive du Centre HaMoked pour la défense de l'individu, précisant que le chiffre pour 2008 représentait plus de la moitié du total des permis de résidence révoqués depuis plus de 40 ans. « Pour être résident de Jérusalem, une personne doit établir la preuve qu'Israël est son lieu principal de résidence, faute de quoi il faut rectifier le registre de la population », a indiqué à l'AFP une porte-parole du ministère de l'Intérieur, Sabine Haddad. « Début 2008, il a été décidé de recenser l'ensemble des habitants qui ne vivent pas en Israël et sont pourtant toujours enregistrés comme résidents du pays, en foi de quoi le registre de la population sera rectifié », a-t-elle ajouté, confirmant les chiffres avancés par Mme Kerstein. La loi israélienne prévoit que toute personne s'étant absentée d'Israël pendant sept ans ou ayant adopté une nationalité étrangère perd son statut de résident du pays.

La politique suivie par Israël depuis la conquête et l'annexion de la partie orientale de Jérusalem, lors du conflit israélo-arabe de 1967, est dénoncée avec constance par les États-Unis, l'Union européenne et les Nations unies. Cette politique consiste notamment à démolir les habitations bâties sans permis de construire israéliens, à évincer les Palestiniens des logements dont ils ne peuvent pas prouver qu'ils sont propriétaires et à développer les logements pour les Juifs à Jérusalem-Est. Pour les Palestiniens, l'objectif est de chasser le maximum de résidents arabes de la ville et de réduire leur présence à sa périphérie afin de ruiner leur espoir de voir Jérusalem-Est devenir la capitale d'une future Palestine indépendante.

« La campagne 2008 du ministère de l'Intérieur s'inscrit dans le cadre plus général d'une politique dont le but est de limiter la population palestinienne et de maintenir une majorité juive à Jérusalem, alors que son avenir est censé être déterminée par des négociations », a estimé Dalia Kerstein. « Ces Palestiniens sont originaires de cette ville, ce ne sont pas des résidents qui s'y sont récemment installés », a-t-elle fait valoir. À l'heure actuelle, 250 000 Arabes vivent encore à Jérusalem-Est et dans sa banlieue, contre 200 000 Juifs.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a exclu explicitement que la ville, proclamée « capitale réunifiée d'Israël pour l'éternité », soit une nouvelle fois divisée, voire seulement partagée, dans le cadre d'un futur accord de paix. Aux yeux de l'ONU comme des puissances occidentales, le futur statut de la ville fait partie intégrante des questions centrales qui doivent être réglées dans le cadre du processus de paix, actuellement en panne et peu susceptible de reprendre dans un avenir immédiat. Selon un document interne à l'Union européenne cité hier par le quotidien Haaretz, l'État d'Israël pousse les activistes nationalistes juifs à mettre en œuvre son « objectif stratégique » de basculement démographique à Jérusalem et dénie aux Palestiniens les permis de construire qu'ils sollicitent.

Dans le même temps, selon ce même document européen, la municipalité de Jérusalem ne consacre que 10 % de son budget à ses 35 % d'administrés arabes, qui ne bénéficient pas des mêmes prestations que les habitants juifs, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Le consulat de Suède, pays qui assure actuellement la présidence tournante de l'UE, a confirmé l'existence du document mentionné par Haaretz, mais a refusé d'en fournir une copie à Reuters. Un responsable palestinien qui l'a en sa possession s'est également refusé à le divulguer.

Selon les statistiques obtenues du ministère israélien de l'Intérieur par HaMoked, et qui portent sur la période courant de 1967 à 2008 - à l'exception de l'année 2002 -, un total de 8 269 Palestiniens se sont vu retirer leur statut de résidents à Jérusalem. Aucun chiffre n'est disponible pour l'année en cours. Le Haaretz rapporte pour sa part que de 1967 à 2007 inclus, 8 558 Palestiniens ont été privés de leur titre de résidents.

03/12/2009

[http://www.lorientlejour.com/category/International/article/639664/L%27eviction des Arabes de Jerusalem prend des %3C%3C+proportions effrayantes+%3E%3E.html](http://www.lorientlejour.com/category/International/article/639664/L%27eviction%20des%20Arabes%20de%20Jerusalem%20prend%20des%20proportions%20effrayantes%3E.html)

Mouvement des Pays Non alignés

03-12

Lors de cette Conférence solidarité avec le peuple palestinien qui se tenait à Vienne, un message du secrétaire général de l'ONU a été lu, les représentants du mouvement des Non alignés, de l'Organisation de la Conférence Islamique et de la Ligue arabe ont apporté leur soutien, dans leurs discours, à la cause palestinienne, et, notamment, à la formation d'un Etat indépendant palestinien ayant la noble Qods pour capitale.

<http://www2.irna.ir>

UNICEF.

Zinedine Zidane se rendra dans la Bande de Gaza.

Le grand joueur de football français Zinedine Zidane vient d'annoncer qu'il se rendrait dans la Bande de Gaza en mars prochain, en soulignant les souffrances de la population "suite aux violences commises par Israël à leur égard".

Zinedine Zidane effectuera une visite dans la Bande de Gaza en mars 2010 en tant qu'ambassadeur de l'UNICEF.

"Je suis ému d'avoir été désigné par l'UNICEF pour accomplir cette mission. Je ferais tout mon possible pour voir un grand sourire sur le visage des habitants de Gaza. Les Gazaouis ont beaucoup souffert et subi d'énormes pertes suite aux violences commises par Israël à leur égard" a-t-il déclaré.

CAPJPO-EuroPalestine

4-12

<http://www.europalestine.com/spip.php?article4545>

2 Europe

Ue

Jérusalem "capitale de deux Etats"

Les pays européens ont appelé aujourd'hui à ce que Jérusalem devienne "la future capitale de deux Etats" palestinien et israélien dans le cadre d'un règlement négocié, tentant ainsi de trouver une formule de compromis après une controverse avec l'Etat hébreu.

Dans une déclaration commune des 27 pays de l'UE, les ministres des Affaires étrangères réunis à Bruxelles ont dit leur "vive préoccupation" face au blocage du processus de paix. Ils ont réaffirmé n'avoir jamais reconnu l'annexion de Jérusalem-Est en 1967 par l'Etat hébreu et confirmé leur refus d'accepter les changements de frontières survenus après cette date, "autres que ceux acceptés par les deux parties". Une manière de laisser la porte ouverte à une modification de sa position dans le cadre d'un éventuel accord de paix global, et d'apaiser Israël.

"S'il doit y avoir une paix réelle, il est nécessaire de trouver par la négociation un moyen de résoudre le statut de Jérusalem comme future capitale de deux Etats", souligne néanmoins le document européen. Ces formules ont fait l'objet d'intenses tractations pendant plusieurs jours entre pays européens, divisés entre eux sur la question et mis sous pression par des protestations préventives israéliennes.

Alors qu'un premier projet de texte suédois précisait clairement que le futur Etat palestinien devait être composé de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est, la version finale indique simplement que le futur Etat palestinien doit être "contigu (à Israël) et viable".

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/12/08/01011-20091208FILWWW00440-jerusalem-capitale-de-deux-etats-ue.php>

08/12

L'UE accuse Israël de jouer la division sur la question de Jérusalem-Est.

L'Union européenne a accusé jeudi Israël d'essayer de diviser ses 27 membres pour revenir sur une résolution adoptée mardi appelant à faire de Jérusalem la capitale partagée d'Israël et d'un futur Etat palestinien.

L'adoption de cette résolution avait provoqué une vive réaction de l'Etat hébreu, qui considère Jérusalem-Est - capturée lors de la guerre des Six-Jours en 1967- comme sa capitale éternelle. Les Palestiniens revendiquent eux-aussi la ville comme capitale de leur futur Etat.

Un responsable européen a affirmé jeudi qu'Israël avait mené un lobbying intensif auprès des ministres des Affaires étrangères des 27 pour adoucir une version précédente du texte qui prévoyait explicitement de faire de Jérusalem-Est soit la capitale d'un futur Etat palestinien.

Au final, les chefs de la diplomatie des Vingt-Sept ont abandonné cette formulation dans leur déclaration finale adoptée mardi, tout en réitérant les positions de principe européennes, notamment qu'il n'était pas question de reconnaître l'annexion de Jérusalem-Est par Israël.

Jeudi, le ministre suédois des Affaires étrangères Carl Bildt, dont le pays préside actuellement l'UE, a appelé Israël à arrêter ses tentatives de division. Il a estimé que le vote de mardi montrait que l'UE était "une force cohésive et claire" sur les affaires mondiales, dont le Proche-Orient. L'Etat hébreu "ne devrait pas penser que la relation avec l'Europe est 'diviser pour mieux régner'", a ajouté M. Bildt.

Début décembre, Israël avait sèchement mis en garde l'Union européenne contre une reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale d'un futur Etat palestinien, avertissant qu'une telle initiative mettrait à mal la crédibilité de l'UE en tant que médiateur dans le conflit du Proche-Orient.

10 décembre,

http://fr.news.yahoo.com/3/20091210/twl-ue-israel-palestiniens-jerusalem-951b410_2.html

Jérusalem-Est : les Européens oseront-ils ?

L'information est publiée mardi 1er décembre par le *Ha'aretz*.

Selon le journaliste Barak Ravid, la présidence suédoise de l'Union européenne va proposer aux Etats membres, le 7 décembre, un document concernant le conflit israélo-palestinien.

Ce document indique que l'objectif des négociations que les Européens appellent de leurs vœux est d'aboutir à la création d'un Etat de Palestine "indépendant, démocratique, continu et viable, qui comprend la Cisjordanie et à Gaza et avec Jérusalem-Est pour capitale".

On se souvient que les diplomates européens en poste à Jérusalem ont rédigé à deux reprises des rapports (en 2005 puis en 2008) détaillant les effets concrets de la politique israélienne qui vise à empêcher, précisément, que la partie orientale conquise en 1967 revienne aux Palestiniens dans le cadre d'un accord de paix global.

Ces deux rapports, qui ne présentaient en soi rien de révolutionnaire, n'ont jamais été officiellement endossés. Ils ont été publiés en mai 2009 (éditions Salvator), augmentés d'une présentation de René Backmann, rédacteur en chef au *Nouvel Observateur*.

Parmi les autres recommandations suédoises figure la réouverture des institutions de l'OLP à Jérusalem-Est, fermées en août 2001, dont la Maison de l'Orient. Dans son discours à Bar Ilan, en juin, le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a écarté la moindre concession sur Jérusalem. La partie orientale de la ville n'est d'ailleurs pas concernée par le gel de la colonisation décrété le 25 novembre.

Dès la publication de l'article du *Ha'aretz*, le ministère israélien des Affaires étrangères a tiré un coup de semonce : "une telle initiative aurait une incidence sur la capacité de l'UE à agir comme médiateur et à peser sur les négociations."

La réalité de cette "capacité" reste à définir.

1er décembre 2009

Israël/Palestine

<http://www.info-palestine.net/>

http://www.alterinfo.net/Jerusalem-Est-les-Europeens-oseraient-ils_a39973.html

Crédits supplémentaires à des colonies juives en Cisjordanie: l'UE dit non

L'Union européenne a exprimé vendredi sa désapprobation de la décision du gouvernement israélien d'accorder des crédits supplémentaires à des colonies juives en Cisjordanie occupée.

"L'Union européenne exprime sa désapprobation de la décision du gouvernement d'Israël, le 13 décembre, d'englober des colonies dans le programme des zones de priorité nationale. Cette décision va à l'encontre de l'esprit du gel des implantations" dans les territoires occupés, a indiqué la présidence suédoise de l'UE dans un communiqué.

La décision du gouvernement israélien "empêche la création d'un climat propice à la reprise des négociations sur une solution à deux Etats", a poursuivi l'UE qui a demandé à "Israël" de respecter le moratoire sur les nouvelles constructions dans les colonies de Cisjordanie.

"Les colonies dans les territoires occupés sont illégales au regard du droit international", a affirmé l'UE. "L'Union européenne engage le gouvernement israélien à cesser immédiatement toutes les activités de colonisation", ajoute le texte de la présidence suédoise.

Le gouvernement israélien a décidé dimanche d'accorder des crédits supplémentaires à des colonies juives en Cisjordanie occupée, en incluant ces secteurs dans les zones de "priorité nationale" bénéficiant d'aide et d'exonérations fiscales.

Les implantations placées en zone de "priorité nationale", où vivent 110.000 colons, pourront bénéficier de quelque 28 millions de dollars de crédits supplémentaires.

19/12

<http://www.almanar.com.lb>

<http://www.alterinfo.net/notes/?>

Les Pays

1 Belgique

Les arabes en Belgique accueillent le convoi international, "Vive la Palestine" n°3

La communauté arabe en Belgique a accueilli le convoi international, "Vive la Palestine" n°3 anti-blocus, en lui offrant deux voitures pour soutenir les efforts internationaux qui envisagent la levée du blocus imposé injustement contre la population de la Bande de Gaza et en contestation contre la politique raciste de l'occupation israélienne. Le convoi humanitaire dirigé de Londres par l'ancien député britannique, George Galloway, le dimanche passé 6/12, en regroupant plus de 200 véhicules, va poursuivre son trajet vers l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie pour arriver en Grèce, le 12/12, avant de se diriger vers la Turquie, où des fêtes et des activités officielles et populaires vont se produire, puis il poursuivra son voyage vers la Syrie, la Jordanie et les territoires égyptiens.

Selon un porte-parole du gouvernement de Gaza, Hamdi Cha'ath, le convoi qui transporte des aides humanitaire

doit arriver à Rafah, le 27 décembre prochain, date qui coïncide avec la commémoration de la 1ère année de la guerre israélienne sauvage et horrible contre les habitants innocents de la Bande de Gaza

09/12/2009

<http://www.palestine-info.cc>

<http://www.alterinfo.net/notes/?start=30>

2 France

Paris veut un texte européen favorisant une reprise des négociations de paix.

La France vise à ce que les 27 aboutissent à un texte favorisant une reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens, sa « priorité », a déclaré hier le porte-parole du Quai d'Orsay, interrogé sur la polémique entre Israël et l'UE autour de Jérusalem-Est.

Dans la version originale du texte en cours d'élaboration, qui a fait l'objet de fuites dans le quotidien israélien Haaretz, l'UE se prononce en faveur « d'un État palestinien viable, comprenant la Cisjordanie et Gaza, avec Jérusalem-Est comme capitale ».

5 décembre 2009

http://www.lorientlejour.com/category/International/article/639891/Breves_regionales.html

4 UK

Londres veut distinguer produits palestiniens et ceux issus des colonies.

Les commerces britanniques devraient clairement indiquer sur les étiquettes si les produits alimentaires des territoires occupés proviennent de colonies ou sont cultivés par des Palestiniens, selon des recommandations publiées cette semaine par le ministère de l'Agriculture.

Les autorités britanniques, qui estiment que les colonies sont un obstacle au processus de paix, ont exclu un boycottage des produits cultivés par les colons, mais recommandent fortement aux commerçants qui vendent des produits de Cisjordanie de préciser l'origine exacte des produits.

"Les commerçants et les distributeurs pourraient indiquer si le produit vient d'une colonie israélienne ou de producteurs palestiniens. Cela pourrait prendre la forme, par exemple, d'une mention +Produit de Cisjordanie (produit d'une colonie israélienne)+ ou +Produit de Cisjordanie (produit palestinien)+", indique le ministère de l'Agriculture dans une note publiée jeudi.

Ces recommandations s'appliquent également pour Jérusalem Est et Gaza, mais la majorité des produits importés des territoires par la Grande-Bretagne viennent de Cisjordanie, et il n'y a plus de colonies à Gaza depuis 2006, souligne le ministère.

"Le gouvernement considère que l'existence et la croissance continue des colonies israéliennes représentent un obstacle significatif à la paix au Proche-Orient", a indiqué le ministre de l'Agriculture Hillary Benn dans un communiqué.

"Parallèlement, la position claire du gouvernement est que nous sommes opposés au boycottage d'Israël ou des biens israéliens", a-t-il précisé.

La Campagne de solidarité pour la Palestine, une organisation pro-palestinienne, a salué ces recommandations qui aideront le consommateur à choisir les produits, tout en regrettant que le gouvernement britannique ne soit pas allé jusqu'à un appel au boycottage des produits des colonies.

Ces recommandations "sont un progrès dans la situation actuelle, mais ces biens sont cultivés dans des colonies, qui sont illégales selon la loi internationale", a souligné la Campagne dans un communiqué.

L'ambassade d'Israël à Londres, jointe par l'AFP, s'est refusée à tout commentaire.

11/12

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=114914&language=fr>

6 Turquie

Erdogan: Israël ne peut pas utiliser la Turquie pour mener une agression contre un pays tiers.

Si Israël violait l'espace aérien Turc afin de conduire des opérations de reconnaissance sur l'Iran, la réaction d'Ankara ressemblerait à un « tremblement de terre », a déclaré le Premier Ministre Turc Recep Tayyip Erdogan dans une interview avec le journaliste Egyptien Fahmi Huwaidi diffusée Jeudi matin.

Répondant à une question concernant les rumeurs qu'Israël était entré l'espace aérien de la Turquie pour des objectifs d'espionnage, Erdogan a dit qu'une telle chose n'est jamais arrivée, mais que les conséquences seraient grandes s'ils le faisaient.

« [Israël] recevra une réponse égale à celle d'un tremblement de terre, » a-t-il averti, invitant les leaders Israéliens à s'abstenir « d'utiliser les liens qu'ils ont avec [la Turquie] comme une carte pour conduire une agression contre un tiers. »

Ankara ne restera pas neutre et ne restera pas de côté les bras croisés, a-t-il dit.

Erdogan a également fait référence durant l'interview à la dernière incursion de l'IDF en Hiver dernier, l'Operation Plomb Durci, disant qu'Israël ne pourrait pas raisonnablement s'attendre à participer à exercice de répétition

militaire commun avec la Turquie après avoir « balayé » les habitants de Gaza.

Il a insisté sur le fait que la politique pour Israël du gouvernement est dérivée et soutenue par le vote du peuple Turc.

« Nous ne pouvons pas nous opposer aux sentiments du peuple turc, qui a été considérablement affecté par ce qui s'est produit pendant l'agression sur Gaza, » a-t-il dit.

10 Décembre

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1260181037328&pagename=JPost/JPArticle/ShowFull>

Traduction Alter Info

http://www.alterinfo.net/Erdogan-Israel-ne-peut-pas-utiliser-la-Turquie-pour-mener-une-agression-contre-un-pays-tiers_a40219.html

Pièce jointe

1 G.Houballah : Sayed Nasrallah: Nous sommes opposés à tout compromis avec l'ennemi.

30/11

Le secrétaire général du Hezbollah Sayyed Hassan Nasrallah, a annoncé la nouvelle charte politique du Hezbollah : une charte dans laquelle il a défini les grandes lignes à suivre par le Hezbollah

<http://www.almanar.com.lb/newsSite/NewsDetails.aspx?id=113309&language=fr>

[Suite - pièce jointe.](#)

2 Silvia Cattori - Plaidoyer pour la liberté d'expression et d'action.

La guerre menée par les gouvernements israéliens successifs contre leurs voisins, depuis 1948, n'est pas seulement militaire.

C'est aussi une guerre psychologique et une guerre de propagande dans laquelle ils sont du reste passés maîtres. Quand les mensonges ne suffisent plus pour masquer leurs crimes, ils se servent de la mémoire de l'Holocauste et de l'accusation d'« antisémitisme » comme d'une arme. Cela est fort choquant. D'autant que nos gouvernements cèdent à cette pression.

Mais quand ce sont des mouvements progressistes, des associations de soutien aux Palestiniens qui, en quelque sorte, intériorisent cette propagande et en arrivent à se servir de l'anathème de l'« antisémitisme » pour museler les voix qui touchent au cœur du problème - le nationalisme sioniste, une idéologie raciste, outil de destruction de la Palestine et du peuple palestinien - cela est encore plus choquant. Le dernier exemple en date vient de nous en être malheureusement fourni par l'Association France Palestine Solidarité (AFPS).

[Suite - pièce jointe.](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19